

LES SYNTHÈSES DU LAB 2024



## Marseille, ville nourricière ?

Enjeux de précarité alimentaire et aménagement urbain.

Master Stratégies Territoriales et  
Urbaines

Noé Vinial  
Shayan Le Gall  
Nora Clerc-Renaud  
Armand Chamayou  
Louis Darras



**SciencesPo**  
ÉCOLE URBAINE

## LE PARTENAIRE

Ce projet résulte de la commande de la Direction de la Stratégie, du Développement et de l'Innovation de l'**Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM)**. Notre lien avec cette direction a été Monsieur Adam Savin, chargé d'études urbaines et de prospectives. Né en 1995 d'une Opération d'Intérêt National (OIN), l'établissement visait à la reprise économique et démographique d'espaces en déclin du territoire marseillais tels que le Vieux-Port et les abords de la Gare Saint-Charles. En 2007, il étend son périmètre d'intervention vers le nord de la ville dans le 15ème arrondissement. Englobant des quartiers comme celui des Crottes ou des Fabriques, l'objectif est de renouveler d'anciennes friches industrielles et des zones urbaines en déprise, en y intégrant de l'innovation architecturale et de la mixité fonctionnelle.

Notre lien avec l'EPA a été Monsieur Adam Savin, chargé d'études urbaines et de prospectives. Pour nous guider dans ce projet, nous avons pu compter sur notre tutrice, Constance de Alexandris. Fondatrice de Ecoceaty, elle est experte de la question alimentaire dans les contextes urbains.

## MÉTHODOLOGIE

Avec l'aide de notre tutrice, nous avons d'abord réalisé une phase de diagnostic des questions alimentaires à Marseille, s'appuyant sur des recherches historiques, des rapports et des articles scientifiques. Nous avons réalisé huit entretiens qualitatifs semi-directifs avec des techniciens des différentes collectivités territoriales, ainsi que des associations luttant contre la précarité alimentaire. Les entretiens avec ces dernières complétaient ceux avec les collectivités en apportant une vision empirique des enjeux liés à la précarité alimentaire et à l'accessibilité à une alimentation de qualité.

Nous avons ensuite mené un benchmark de dispositifs et d'initiatives sur d'autres territoires nationaux et méditerranéens. Nous avons interrogé sept acteurs institutionnels, notamment d'autres établissements publics d'aménagement, une association et deux chercheurs en urbanisme favorable à la santé afin d'élargir notre spectre de réflexion sur les questions alimentaires. Nous avons également effectué une visite de terrain à Montpellier.

Fort de ces deux premières phases et conformément à la demande du partenaire, la phase de prospective a débuté. Il s'agissait d'utiliser le matériel collecté et le restituer sous formes de scénarios donnant à voir quel pourrait être l'investissement de l'EPAEM sur l'alimentation. Nous avons choisi de créer une gradation entre les scénarios, le premier représentant un engagement partiel et plus réaliste de l'EPA et le dernier un engagement maximal et ambitieux. Dans chaque scénario, trois principaux axes d'actions étaient détaillés, en faisant référence à des éléments du benchmark.

Pour clôturer notre étude, nous avons également organisé un atelier d'intelligence collective entre l'EPAEM et des acteurs associatifs et institutionnels de l'alimentation à Marseille. Nous les avons amenés à discuter des défis et des initiatives possibles afin de poser une première pierre à l'intégration de l'EPA dans ce réseau.

## LES TERRAINS ÉTUDIÉS

Notre principal terrain était donc Marseille, où nous nous sommes rendus à quatre reprises. Nous nous sommes concentrés notamment sur le périmètre d'Euroméditerranée, dans les 2ème, 3ème et 15ème arrondissements, que nous avons visité entièrement avec Adam Savin. Marseille est la ville française avec le plus fort taux de pauvreté, de 26 % en 2017, concentrée en particulier dans les arrondissements du nord et du centre. Cette précarité se couple à des situations de déserts alimentaires partiels, c'est-à-dire un manque d'offre alimentaire en particulier de produits frais et de qualité dans ces quartiers. Le territoire marseillais est également, comme la plupart des territoires en France, dépendant des importations et exporte 90% de sa production de fruits et légumes. Face à ces enjeux de résilience et de justice alimentaire, un large réseau d'acteurs associatifs est déjà mobilisé. Les acteurs institutionnels restent fragmentés et agissent selon leurs priorités, malgré des outils de gouvernance comme le Projet Alimentaire Territorial (PAT) d'Aix-Marseille Métropole.



*Maquette du périmètre de l'EPAEM, 15ème arrondissement (parc des Aygalades au centre, les quartiers des Fabriques et de Smartseille à droite). © Noé Vinial.*

Nous nous sommes également rendus à Montpellier, territoire pilote des politiques publiques alimentaires en France. Nous avons visité et rencontré le directeur général du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier. Ensuite, nous nous sommes rendus à la Mairie de Montpellier pour rencontrer les élus en lien avec la question alimentaire. Nous avons ainsi observé comment les acteurs ont une vision transversale et concertée de l'alimentation. De plus, l'expertise est menée par des acteurs de proximité afin de répondre aux besoins des habitants. Le succès de Montpellier s'explique également par l'élargissement des outils et des réglementations en matière d'alimentation qui a été effectué pour mener un projet d'ensemble.



*MIN de Montpellier. © Giacomo Italiano, Midi Libre, 11 février 2024.*

Nous avons également étudié d'autres terrains sans nous y déplacer. En France, nous nous sommes entretenus avec la Métropole de Nantes, inspirante sur l'approvisionnement de la restauration scolaire par des producteurs locaux et sur l'importance du maillage territorial. Nous avons également travaillé sur la Seine-Saint-Denis, en rencontrant l'EPT Plaine Commune, l'EPT Est-Ensemble et le département, du fait de ses enjeux de précarité similaires à Marseille. Pour finir, nous nous sommes penchés sur des expériences du pourtour méditerranéen. Nous avons mené des recherches sur les projets d'agriculture urbaine et les instances de gouvernance à Barcelone, Milan, Zagreb et Tirana. Nous avons aussi mené des entretiens avec des chercheurs libanais sur Beyrouth, avec lesquels l'EPA pourra poursuivre les discussions s'il le souhaite.

## **ENJEUX**

L'EPAEM souhaite entamer une réflexion sur l'urbanisme favorable à la santé afin d'améliorer le cadre de vie des habitants de son périmètre. Il se penche particulièrement sur les questions alimentaires et agricoles, en interrogeant la notion de ville nourricière. Étant encore néophyte sur la question, Euroméditerranée voulait confier cette étude à des étudiants pour apporter un regard neuf et large sur l'écosystème alimentaire marseillais. Ils voulaient aussi connaître des initiatives sur d'autres territoires, afin d'inspirer leur manière d'intégrer la question alimentaire en tant qu'aménageur.

Plusieurs enjeux liés à la question de l'alimentation à Marseille nous ont été présentés dès le début. D'abord, les quartiers nord et centraux sont touchés par des enjeux sanitaires importants. Les taux de diabète et de maladies cardiovasculaires, couplés à des taux de pauvreté de plus de 50%, y sont particulièrement élevés. La problématique de l'accès à une offre alimentaire de qualité a ainsi rapidement émergé. La question de l'adaptation au climat méditerranéen, dans un contexte de réchauffement climatique et de perte de biodiversité, était aussi posée.

Au cours de notre recherche, nous avons pu creuser ces enjeux et en découvrir de nouveaux. L'étendue de notre travail est assez importante et nécessitait bien 9 mois. Ce travail pourrait même faire l'objet d'un prochain projet collectif, afin de creuser certains des sujets que nous avons abordés.

La première phase de notre travail visait à s'approprier le sujet et se former sur les questions d'alimentation et leur lien avec l'aménagement. L'EPAEM nous a laissé une certaine liberté dans la façon de mener ce diagnostic du système alimentaire. En effet, de nombreux angles peuvent être pris : étudier des pratiques alimentaires des habitants, se focaliser sur les contraintes climatiques et agricoles, faire un état des lieux des acteurs et politiques publiques de l'alimentation,... Nous avons dû faire des choix, notamment grâce à l'éclairage de notre tutrice. Nous avons ainsi décidé de repérer les enjeux clés de chaque maillon du système alimentaire marseillais : les contraintes posées à la production agricole, la pertinence de l'agriculture urbaine, les défis logistiques du transports et stockage de marchandise en ville, la précarité alimentaire des habitants du périmètre d'Euromed, et l'aide alimentaire et autres associations. Nous avons également dressé un état des lieux des principaux acteurs publics et associatifs de l'alimentation à Marseille, afin que l'EPAEM puisse s'insérer dans ce réseau. En définitive, nous avons fait le choix d'avoir une approche large de la question alimentaire, afin d'initier l'EPAEM à un maximum d'enjeux.

Néanmoins, nous avons dû également préciser certaines questions et mettre de côté d'autres par rapport à la commande initiale. D'abord, les questions agricoles et les contraintes climatiques n'ont pas été le point principal de notre étude car, au vu de son périmètre, l'EPAEM a peu de leviers dessus. De plus, nous n'avons pas pu étudier de manière approfondie les pratiques alimentaires des habitants, car cela demanderait une étude à part entière et de se rendre à Marseille de façon encore plus régulière. L'agriculture urbaine, qui semblait importante dans la commande, a montré également certaines limites et n'a pas été notre seul point d'attention. En effet, nous avons découvert d'autres leviers de l'aménagement urbain qui n'étaient pas cités dans la commande initiale : espaces de stockage alimentaire, favoriser l'implantation de commerces durables et abordables, gouvernance partagée,...



*Jardin provisoire dans le quartier des Fabriques, 15ème arrondissement. © Noé Vinial.*

Lors de la seconde phase de benchmark, nous avons pu élargir notre spectre en allant étudier d'autres territoires et expériences. Nous nous sommes notamment penchés sur l'Urbanisme Favorable à la Santé (UFS), approche qui positionne les choix d'aménagement comme des facteurs clés du bien-être et de la santé. L'alimentation, via l'agriculture urbaine ou l'accès à des produits de qualité, en est un des éléments et semble de plus en plus intéresser les acteurs du territoire.

Notre troisième phase consistait en des recommandations à l'EPAEM, que nous pensions d'abord faire sous forme de fiches-actions opérationnelles. A l'issue du rendu intermédiaire, notre commanditaire nous a expliqué qu'il préférerait un travail de prospective. Il voulait un travail plus libre, apportant un regard neuf sur la question sans être restreint par des considérations techniques. L'idée était alors de produire des imaginaires adaptés aux compétences de l'EPA, s'inspirant des enjeux de Marseille et des initiatives ailleurs.

Notre projet s'inscrit de manière évidente dans les priorités de l'École Urbaine. L'alimentation est un domaine qui doit se réfléchir à différentes échelles territoriales. Au cours de notre travail, nous avons touché du doigt l'importance des réglementations nationales et européennes, du lien entre la ville et son hinterland, et du maillage d'un quartier par des aménagements favorisant l'accès à une alimentation de qualité. Les questions de gouvernance et de l'articulation entre les échelles, centrales à nos enseignements de master, étaient particulièrement visibles dans ce projet. L'alimentation est aussi un sujet interdisciplinaire, il touche à des dimensions sanitaires, agronomiques et économiques mais aussi à l'imaginaire des populations, à leurs pratiques socio-culturelles voire à leur intimité. Nous avons ainsi mobilisé des notions d'économie, de géographie, de sociologie, de sciences politiques, d'histoire ou encore de droit, à l'image de l'approche transversale de l'École Urbaine. Enfin le développement de Marseille en une ville nourricière augmenterait sensiblement sa résilience face aux crises environnementales et limiterait son impact sur la destruction du vivant, tout en protégeant les populations les plus vulnérables. Ce serait alors un réel projet de justice sociale et environnementale.

## PRINCIPAUX RÉSULTATS

### A. Villes et résilience alimentaire

#### *Notion de ville nourricière*

Une ville nourricière désigne un territoire urbain structuré pour garantir à ses habitants un accès durable, équitable et de qualité à l'alimentation. Cette approche vise à répondre aux enjeux de sécurité alimentaire en intégrant des dimensions économiques, sociales et environnementales dans l'aménagement et la gouvernance des systèmes alimentaires urbains.

Pour assurer cet accès, une ville nourricière repose sur un maillage alimentaire complet, évitant l'apparition de déserts alimentaires et favorisant la proximité entre production et

consommation. Elle mobilise divers dispositifs, tels que les fermes urbaines, les potagers partagés ou les épiceries solidaires, qui renforcent l'autonomie alimentaire des habitants tout en recréant du lien social.

L'action publique y joue un rôle central, notamment à travers une restauration scolaire accessible à tous, garantissant une alimentation saine et équilibrée dès le plus jeune âge. Cette approche s'accompagne de politiques de soutien aux circuits courts, aux initiatives locales et aux filières durables, intégrant les spécificités socio-culturelles des populations concernées.

Ainsi, une ville nourricière vise une alimentation de qualité pour tous, en conciliant justice sociale, transition écologique et résilience alimentaire face aux défis contemporains.

Pour contextualiser notre diagnostic, nous avons retracé brièvement l'historicité de la notion de l'alimentation à Marseille, notamment dans la partie nord de la ville, où se situe le périmètre d'Euroméditerranée. Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, le paysage est rural, marqué par une agriculture vivrière méditerranéenne telle que du maraîchage, des oliveraies ou des vignobles. Le port joue un rôle important dans l'approvisionnement des Marseillais qui ont accès au riz et autres produits venus d'orient.

À partir du XVIII<sup>e</sup> siècle se développe un paysage bastidaire endémique qui complète les noyaux villageois présents, et structure le territoire. L'arrivée de l'eau par le canal de Marseille permet l'industrialisation du nord de la ville et des usines viennent s'implanter et mitiger le paysage agricole. Ce développement est soutenu par les extensions successives du port et la construction de chemin de fer qui permettent à un écosystème industriel de voir le jour. Avec les nouvelles méthodes de conservation, les industries alimentaires et l'importation de denrées des colonies, l'ensemble des habitants de la ville accède à une plus large gamme de produits, notamment la viande.

Le XX<sup>e</sup> siècle est marqué par les constructions des grands ensembles de sa seconde moitié et le déclin de l'activité portuaire. Le paysage agricole des siècles précédents disparaît presque entièrement par l'urbanisation rapide des espaces. L'hypermarché des années 1970 vient bousculer les pratiques alimentaires marseillaises en se supplantant aux marchés de plein vent et aux halles.

Ainsi, Marseille n'a jamais été indépendante dans son approvisionnement, et son port a joué un rôle majeur dans la diversité des aliments accessibles à sa population. Il s'agit aujourd'hui de reprendre la main sur le système alimentaire dans lequel sont inclus les habitants afin de renforcer la souveraineté du territoire tout en garantissant une alimentation de qualité pour tous les mangeurs.

## **B. L'agriculture urbaine : bénéfiques, défis et limites**

Située entre ville et campagne, et marquée par des reliefs particuliers et des ressources naturelles relativement variées, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie d'un environnement favorable à des cultures agricoles diverses. Elle occupe une place importante dans plusieurs filières, notamment l'horticulture, mais la quasi-totalité de ses productions sont exportées, avec très peu de retombées sur la consommation locale. Ce potentiel agricole a fortement décliné au fil des décennies, sous l'effet de l'urbanisation croissante, entraînant une réduction massive des terres agricoles disponibles avec près de 60 % de surface agricole utile en moins en vingt ans. Cette situation a entraîné une forte dispersion des espaces agricoles, rendant l'accès au foncier difficile pour les nouveaux

agriculteurs, et contribuant à la disparition presque totale de la ceinture maraîchère locale. Comme beaucoup d'autres métropoles en France, AMPM se trouve donc dans une situation de très faible autonomie alimentaire, seulement 2,22 % selon une étude du cabinet Utopies, et dépend largement d'approvisionnements venus d'autres régions françaises, voire de l'étranger, pour nourrir sa population.

Face à cette situation critique, la métropole et la ville de Marseille se sont engagées à préserver le foncier et renforcer les capacités productives de son territoire.

L'agriculture urbaine désigne l'ensemble des pratiques agricoles menées en ville, telles que les potagers collectifs, jardins partagés ou fermes urbaines. Elle ne peut être considérée comme une solution pour renforcer l'autonomie alimentaire d'une ville, en raison de ses rendements limités et de la rareté des espaces disponibles. Toutefois, elle constitue un puissant levier de sensibilisation aux enjeux de l'alimentation durable. L'agriculture urbaine permet aussi de développer une appétence pour l'approvisionnement en produits locaux chez les habitants, ce qui contribue à la résilience alimentaire territoriale. Elle favorise également le lien social en réunissant des habitants autour de projets communs et conviviaux.

À Marseille, la municipalité s'engage activement dans le développement de l'agriculture urbaine, en soutenant notamment la création de jardins collectifs et de jardins familiaux. On compte plus de 80 jardins collectifs répartis sur 32 hectares. Ces espaces, de plus en plus intégrés aux programmes de renouvellement des quartiers du nord de la ville, ont tout leur sens s'ils sont portés et gérés par des habitants ou des collectifs locaux. Pour cela, il est essentiel qu'ils soient accompagnés par des associations, capables de guider et de former les habitants à ces pratiques agricoles, qui ne font pas toujours partie de leur quotidien ou de leurs habitudes.



*Ferme Capri au cœur du 15e arrondissement de Marseille. © Jeanne Mercier / Hans Lucas pour Reporterre, avril 2023.*

### **C. Une accessibilité alimentaire dégradée**

#### *De l'insécurité alimentaire à la précarité alimentaire*

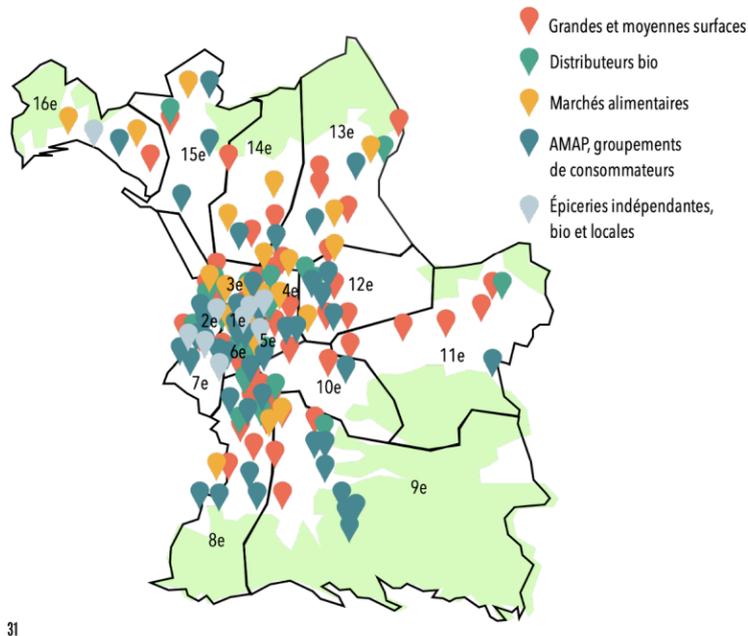
L'insécurité alimentaire se définit en opposition à la sécurité alimentaire. Trois références en précisent les contours : la capacité d'approvisionner durablement le monde en denrées (ONU), l'accès universel et constant à une alimentation suffisante pour une vie saine (Banque Mondiale), et la nécessité d'assurer la sécurité alimentaire des foyers pour garantir celle d'un pays (Programme Alimentaire Mondial).

Les approches dominantes, souvent économiques et nutritionnelles, omettent les dimensions sociales de l'alimentation. En France, cuisiner et partager un repas sont essentiels au lien social, et leur absence accentue l'exclusion des personnes en situation précaire.

La précarité alimentaire, bien que sans définition juridique stricte, est encadrée par l'article L266-1 du Code de l'action sociale et des familles, qui vise un accès digne et durable à une alimentation diversifiée et de qualité. Plusieurs acteurs précisent cette notion. Le Labo de l'ESS l'associe à un accès limité à une alimentation suffisante et durable, influencé par des facteurs sociaux et économiques. Dominique Paturel, via la chaire Unesco Alimentation du monde, insiste sur la conjonction entre pauvreté économique et obstacles socioculturels à une alimentation durable. Le CESE lie la précarité alimentaire à d'autres formes d'insécurité (emploi, logement, énergie). Elle disparaît lorsque chacun accède à une alimentation saine, respectueuse de l'environnement et équitable, favorisant le lien social.

La précarité alimentaire est multifactorielle, il faut être attentif à l'accessibilité symbolique des lieux de vente, aux habitudes socio-culturelles des mangeurs. Les quartiers centraux et nord de Marseille sont largement touchés par cette précarité alimentaire, et peuvent être considérés comme des déserts alimentaires partiels. Terme développé d'abord aux Etats-Unis, un désert alimentaire y désigne une zone défavorisée, avec au moins 20% de la population sous le seuil de pauvreté, située à plus de 1,6 km (en milieu urbain) du supermarché le plus proche. Plus généralement, il s'applique aux espaces où l'accessibilité physique et économique à une alimentation saine est très faible.

C'est le cas des 5 arrondissements du nord et du centre de Marseille. Avec des taux de pauvreté de plus de 50%, l'alimentation devient une variable d'ajustement pour les foyers. L'offre alimentaire est située à 65% en zones périurbaines et est dominée par la grande distribution. L'offre dite de qualité (marchés, AMAP, distributeurs bio) est concentrée en centre ville et demeure plus onéreuse que les autres produits. Ainsi, l'accessibilité à une offre de qualité est particulièrement réduite pour les habitants précaires de ces quartiers enclavés et mal desservis. Ce manque d'offre de proximité se couple à une multiplication de commerces plus néfastes pour la santé, en particulier la restauration rapide.



31

Carte de la répartition de l'offre alimentaire sur la commune de Marseille. © Let's Food Cities, 2021

Ces observations confirment alors l'importance d'un bon maillage territorial alimentaire. Une attention particulière doit également être portée sur la dimension sociale de l'alimentation. Les associations que nous avons rencontrées ont souligné la nécessité d'un espace public accueillant et vecteur de liens sociaux pour la santé, notamment alimentaire, des habitants. Des marchés, des potagers partagés ou des commerces, s'ils sont en accord avec les pratiques socioculturelles et les demandes des habitants, deviennent des lieux d'intégration sociale donnant accès à des produits sains pour tous et toutes.

#### **D. La nécessité d'une gouvernance partagée**

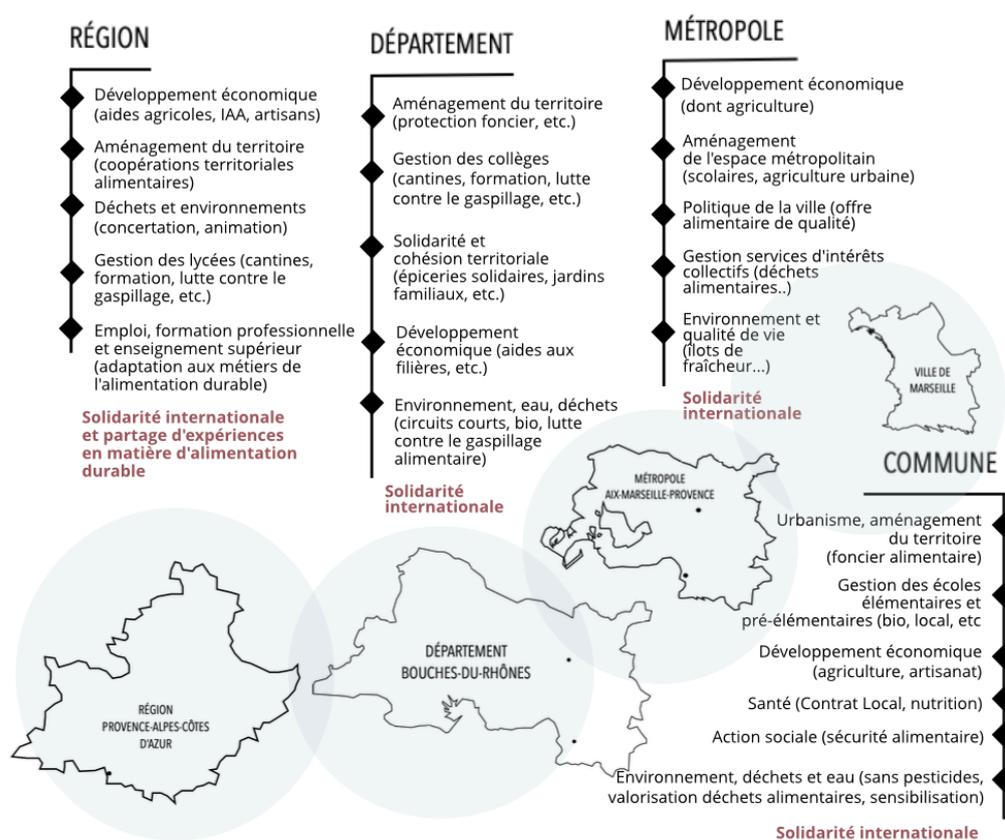
La complexité et l'ampleur des enjeux alimentaires sur le territoire marseillais rendent indispensable une gouvernance concertée, territorialisée et ouverte à la diversité des acteurs. À l'intersection de problématiques sociales, logistiques, foncières et environnementales, l'alimentation ne peut plus être abordée à travers des politiques sectorielles cloisonnées. Elle exige une coordination stratégique entre institutions publiques, acteurs privés, associations et habitants.

Pour répondre à ces défis nombreux, la mise en place d'une gouvernance concertée implique en premier lieu de sortir d'une approche descendante. Il est crucial d'associer dès les phases de conception les acteurs de terrain (épiceries solidaires, réseaux d'agriculture urbaine, collectifs citoyens, associations) aux politiques locales, afin d'assurer une réponse adaptée aux besoins réels des quartiers, en particulier ceux des arrondissements nord de Marseille.

L'EPA Euroméditerranée, en tant qu'aménageur, peut jouer un rôle de catalyseur en intégrant les enjeux alimentaires dans ses projets urbains. Cela suppose la création d'espaces pérennes de dialogue, tels qu'une "agora de l'alimentation", réunissant les parties prenantes pour co-construire les projets, évaluer leurs effets, et ajuster les orientations. Cette

dynamique pourrait s'appuyer sur des outils communs: diagnostics croisés, observatoires locaux de l'alimentation, indicateurs partagés. Ces solutions sont déjà mises en place dans certains territoires, comme en Seine-Saint-Denis avec un observatoire de l'alimentation, à Paris-Saclay où l'EPA gère l'animation du PAT ou encore à Montpellier qui se nourrit de collectifs pour mener des projets ambitieux sur l'alimentation.

Une autre piste essentielle concerne l'articulation des échelles de décision. Région, Métropole, Ville et Département ont chacun des leviers complémentaires (développement économique, foncier, accès à l'alimentation, politique sociale), mais leurs interventions restent trop souvent cloisonnées et unilatérales. Or, une gouvernance efficace suppose une coordination forte de ces instances, mais aussi une capacité à reconnaître les complémentarités entre échelles d'action, en particulier via les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), que l'EPAEM pourrait rejoindre activement.



Les compétences des collectivités sur les enjeux alimentaires. © Let's Food Cities 2021

La réussite de cette gouvernance concertée dépend de sa capacité à penser l'alimentation comme un levier de transformation urbaine. Intégrer des marchés de proximité dans les plans d'aménagement, préserver les espaces agricoles dans les ZAC, soutenir les formes hybrides de distribution (épiceries mobiles, VRAC, paniers solidaires) et le développement de tiers-lieux, ce sont autant d'actions concrètes qui doivent émerger d'un pilotage collectif, ancré dans la réalité des territoires.

## ENSEIGNEMENTS

Ce travail a mis en lumière le rôle que pourrait jouer l'EPAEM dans la transformation alimentaire du territoire. En s'impliquant dans les réseaux de gouvernance existants et en agissant comme appui, l'établissement peut contribuer à construire des politiques alimentaires durables, justes et ancrées dans les réalités locales.

Ce projet a également confirmé l'importance de la réserve de foncier et d'espaces en ville, auxquels un aménageur doit être attentif. Un point majeur de nos recommandations pour l'EPAEM était en effet de réserver des parcelles et des locaux dédiés à l'agriculture urbaine, à des espaces de cuisines partagés ou à des marchés de plein vent. Les acteurs associations ont un besoin constant d'espaces pour mener leurs activités ou expérimenter leurs modèles économiques auquel un EPA peut participer à répondre.

De plus, la prise en compte de la gestion et du financement des projets d'agriculture urbaine ou de fourniture d'alimentation à prix réduit nous rappelle que les infrastructures ne se suffisent pas à elles mêmes. Des jardins partagés peuvent s'user avec le temps, faire l'objet de mésusage ou de non-usage. L'accent doit alors être mis non seulement sur la mise en place des projets mais sur leur gestion et animation à long terme. Pour cela, il est nécessaire de prendre en compte les besoins et habitudes des usagers. Le besoin de concerter des habitants, et de les intégrer plus durablement à la gouvernance, a en effet été relevé à plusieurs reprises.

Nos scénarios prospectifs visent à montrer qu'une implication croissante de l'EPAEM dans les questions alimentaires est à la fois possible et souhaitable. À l'avenir, l'établissement peut se positionner comme un acteur facilitateur, capable de connecter les ressources dont il dispose avec les besoins des territoires. Une telle ambition suppose d'agir à la fois sur le cadre (gouvernance, planification, réglementation) et sur les moyens (foncier, financement, ingénierie), pour construire une ville plus résiliente, inclusive et nourricière.



*Parvis de la gare Saint-Charles. © Nora Clerc-Renaud*

Ce projet a été pour nous une expérience très enrichissante. La question de l'alimentation nous a permis d'aborder une grande diversité de sujets, allant de la production agricole, de logistique et de transports, ou encore de l'offre commerciale. Nous avons pu mettre en perspective de nombreux thèmes abordés en cours, sur les politiques publiques territoriales ou les liens entre territoires et santé. Le commanditaire nous ayant laissé une grande marge de manœuvre, nous avons ainsi appris à définir les axes et les méthodes les plus pertinents pour mener notre étude. Le travail de prospective nous a également formés à identifier les compétences et leviers d'un acteur afin de lui fournir des recommandations pertinentes. En effet, les leviers d'un aménageur sur les questions agricoles et alimentaires dans un tissu urbain dense n'étaient pas évidents dès le début. L'atelier d'intelligence collective était un exercice nouveau et très formateur pour la majorité d'entre nous. Les techniques d'intelligence collective utilisée et l'animation d'un débat entre différents acteurs sont des éléments qui nous serviront à nouveau à l'avenir. Ce projet nous a aussi fait travailler des compétences utiles à notre avenir professionnel telles que la capacité de dialoguer avec divers acteurs ainsi que la synthétisation et la vulgarisation d'un sujet pour des interlocuteurs novices.

*Nous souhaitons remercier Adam et Constance pour leur aide et leur confiance tout au long de ce projet.*

## **POUR EN SAVOIR PLUS**

Aziza, J. (2023, 21 mai). Des bastides aux cités. Café histoire.

Les Greniers d'Abondance. (2020). *Vers la résilience alimentaire. Faire face aux menaces globales à l'échelle des territoires* (2<sup>e</sup> éd., 184 p.).

Les Greniers d'Abondance. (2022). Qui veille au grain ? Du consensus scientifique à l'action publique.

Let's Food. (2021). *Territoires résilients - Pour un système alimentaire durable et équitable - Marseille, France* (201 p.).

Steel, C., & Bouvier, M. (2016). *Ville affamée : comment l'alimentation façonne nos vies*. Rue de l'échiquier.

